

- 22nd Parliamentary Intelligence-Security Forum -

" Adversarial foreign investments and abusive exploitation in global economic expansion"

(table ronde du 8 juillet)

- . **Pavel Popescu**, Chairman of the Committee on Defence, Public Order and National Security, Romania
- . **David Rader**, Deputy Director for the Committee on Foreign Investment in the United States, Department of Defense
- . **Marco Zanni**, Member of the European Parliament, Italy
- . **Andreas Jahn**, Bundestag Foreign Policy Senior Advisor
- . **Milos Ivkovic**, MA, LL.M., LL.M., International Arbitrator, Advisor to Governments, Austria
- . **Olivier Cadic**, Member of Senate, France

Discours Olivier CADIC (traduit en français)

Les sanctions imposées à la Russie par les États-Unis, l'UE et le Royaume-Uni, suite à l'invasion de l'Ukraine, portent leurs effets.

La capacité de Moscou à accéder aux finances et à les déplacer est considérablement restreinte.

Il en va de même pour les autres entités frappées par les sanctions.

Et la pression va s'accroître.

Comment Moscou, les particuliers et les entreprises russes, vont-ils pouvoir générer des fonds ? Transférer de l'argent à l'international ? Accéder aux devises étrangères à l'avenir ?

Un rapport récent du Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) intitulé "Going for gold", permet de comprendre que l'or et les réseaux illicites sont susceptibles de faire partie de la réponse.

Ce ne serait pas la première fois que l'or et ses marchés illicites seraient utilisés pour contourner les sanctions.

Le Venezuela en est un parfait exemple.

En 2014, le Venezuela a été l'objet de plusieurs vagues de sanctions américaines, européennes et britanniques.

En 2011, les revenus légaux du Venezuela provenant des exportations de pétrole étaient de 73 milliards de dollars,
En 2016... 22 milliards de dollars,
En 2020... 743 millions de dollars.

L'effondrement de l'économie pétrolière a poussé le régime de Maduro à intensifier l'exploitation chaotique des vastes ressources minières : or, diamants, coltan et terres rares situées au sud de l'Orénoque, au sud du Venezuela.

Du fait de la promulgation du décret illégal de "Arco Minero del Orinoco", le Venezuela est le pays d'Amazonie qui a le plus grand nombre de mines illégales.

Comme le souligne le rapport de l'OCDE, le régime de Maduro a systématiquement dissimulé le secteur minier au Venezuela. Pas d'information, pas de donnée, pas de rapport, ce qui rend plus difficile la dénonciation des crimes, des abus et de la corruption.

Cette politique minière provoque la violence, l'esclavage, le travail des enfants et la prostitution.

L'industrie minière vénézuélienne est parasitée par un vaste programme de crime organisé qui a atteint tous les niveaux de l'appareil politique et militaire.

Cette situation est l'illustration d'une nouvelle façon de survivre pour un régime qui viole systématiquement les droits de l'Homme, comme l'ont déjà constaté les Nations unies.

L'exploitation et l'exportation illégales prospèrent en profitant des flux centralisés qui transitent par la Banque centrale vénézuélienne.

L'OCDE estime le potentiel de production d'or à 75 tonnes d'or fin. Cela a rapporté l'équivalent de 4,4 milliards de dollars par an à Nicolas MADURO, ce qui lui permet de financer son maintien au pouvoir.

En 2019, les États-Unis ont inscrit sur liste noire la Banco Central de Venezuela, isolant presque complètement le système financier vénézuélien de l'économie mondiale.

On soupçonne désormais la Russie de passer en contrebande des tonnes d'or vénézuélien vers divers marchés étrangers, par voie aérienne, afin de contourner les sanctions. Là, l'or est converti en devises étrangères, y compris en dollars américains et euros, qui reviennent au Venezuela.

Examinons maintenant la situation en Afrique.

La présence de sociétés militaires privées russes, comme le groupe Wagner, des mines d'or détenues majoritairement par des entités russes, des relations chaleureuses entre Moscou et les gouvernements hôtes en Afrique créent une motivation et autant d'opportunités pour contourner les sanctions via le secteur de l'or.

En 2017, le groupe Wagner a été déployé au Soudan. Le Soudan est l'un des plus grands producteurs et exportateurs d'or africains. Selon certains rapports, des entités russes auraient exporté des tonnes d'or depuis le pays.

En février 2022, le chef adjoint de la junte soudanaise a conduit une délégation à Moscou dans un signe de rapprochement entre les deux pays.

2017 : le Groupe Wagner a également été déployé en République centrafricaine (RCA).

À la suite d'un voyage du président Touadéra en Russie, la Russie a accepté de fournir un soutien militaire en échange d'un accès aux gisements miniers de la République centrafricaine.

Le gouvernement de la République centrafricaine a accordé des licences d'exploitation d'or et de diamants à une société appartenant à la Russie, interconnectée avec le groupe Wagner selon le groupe d'experts de l'ONU en République centrafricaine.

Depuis mars 2022, des mercenaires russes auraient tué des dizaines de travailleurs illégaux provenant de mines artisanales en République Centrafricaine, près de la frontière avec le Soudan.

Le Mali est un autre grand producteur d'or africain.

En décembre 2021, le groupe Wagner est entré au Mali suite à la demande du pays pour un soutien militaire privé.

Depuis janvier 2022, le Mali est confronté à ses propres sanctions économiques, imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest fermant toutes les frontières terrestres et aériennes avec le pays.

La Russie et la Chine ont bloqué une proposition de déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU de janvier 2022 qui approuvait la sanction de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Cependant, selon les enquêtes du GI-TOC, l'or continue de sortir du pays vers les plateformes internationales de transit et de commerce. La Russie échappe aux sanctions en blanchissant l'or sur les marchés de transit et les marchés finaux.

Jetons un coup d'œil sur l'évolution des réserves de la banque centrale de Russie depuis l'annexion de la Crimée.

En 2014, les dollars américains représentaient 39,4% des réserves russes. En juin 2021, ceux-ci ne représentaient plus que 16,4%.

Au cours de la même période, les réserves d'or de la Russie ont plus que doublé : 8,9 % à 21,7 %.

Les marchés illicites de l'or et le blanchiment d'or sont un moyen pour Moscou de générer des profits et de transférer des fonds au-delà des frontières.

L'or peut être physiquement déplacé dans le monde entier sans transiter par les marchés financiers électroniques, y compris la messagerie financière SWIFT.

Cela rend difficile toute traçabilité.

Moscou pourrait utiliser les réserves de change, accessibles par les marchés illicites de l'or, pour payer ses importations, pour financer ses opérations militaires, ou pour dédommager les oligarques russes pour les pertes qu'ils ont subies à cause des sanctions.

Et, au-delà du gouvernement russe, d'autres entités sanctionnées pourraient également utiliser des réseaux criminels pour blanchir et passer de l'or en contrebande.

La présence croissante d'acteurs russes dans le secteur de l'extraction de l'or en Afrique de l'Ouest nécessite des actions adéquates pour rendre les sanctions efficaces.

Nous nous trouvons désormais dans un processus de séparation entre le monde démocratique et le monde gouverné par des régimes autoritaires.

L'invasion de l'Ukraine constitue un accélérateur de ce découplage qui a commencé durant la pandémie.

La Russie s'est exclue du système économique mondial depuis très longtemps.